

Occupation, villes et violence en Amazonie - Brésil

L'histoire récente du mouvement d'occupation et de réorganisation du territoire amazonien¹ au Brésil, à partir des années 1970, met en évidence de grandes transformations dans la structure économique, sociale, politique et culturelle. Le volume des investissements de capitaux s'intensifie du fait de l'intervention de grands conglomérats économiques. De la même façon, les pratiques d'invasion s'amplifient ainsi que la délivrance illégale de titres de propriété foncière par les grands propriétaires fonciers et grands exploitants, de compagnies d'exploitation minière, d'industries du bois, de grandes installations frigorifiques, entre autres entreprises. Ces dernières s'approprient ainsi d'immenses territoires. Avec l'assentiment de l'État, sous le régime militaire (1964-1985), divers secteurs du capital privé et des propriétaires fonciers gagnent essentiellement sur les territoires indigènes et les occupations plus anciennes, atteignant, ce faisant, divers groupes de paysans et de *seringueiros*².

L'État autoritaire et l'Amazonie

La rhétorique officielle met l'accent sur le fait que pour qu'il y ait un développement en Amazonie, il est nécessaire de l'intégrer aux grands flux

1. Selon la division régionale du pays, l'Amazonie comprend la région nord (les États de Rondônia, Acre, Amazonas, Roraima, Amapá, Pará et Tocantins) et une partie de la région centre-ouest (l'État du Mato Grosso). Ces États représentent une surface totale de 4,7 millions de kilomètres carrés. Il existe une autre référence, pour définir le territoire amazonien, connue sous l'appellation *Amazônia Legal* (dénomination utilisée pour la première fois dans le Plan de valorisation de l'Amazonie, en 1953), qui inclut l'ouest du Maranhão. Cependant, par la mention de territoire amazonien, les analyses présentées dans cet article cherchent à appréhender la constitution du territoire par les pratiques sociales. Cela permet de penser le territoire dans son rôle actif et de comprendre sa dimension symbolique. À propos de la notion de région voir P. BOURDIEU, *O poder simbólico*, Lisboa, Bertrand / Rio de Janeiro, Difel, 2000, 311 p. (particulièrement « Identité et représentation. Éléments pour une réflexion critique sur l'idée de région : 107-132 »); A. W. DE ALMEIDA, *Carajás: a guerra dos mapas*, Belém, Seminário Consulta, Supercores, 1995 (voir particulièrement l'introduction : 35-48). Voir la conception du territoire à partir de ses usages dans M. SANTOS, *A natureza do espaço. Técnica e tempo. Razão e emoção*, São Paulo, Hucitec, 1996, 192 p.; et, du même auteur, *O Brasil: território e sociedade no início do século XXI*, Rio de Janeiro, Record, 2001, 471 p.
2. Ce terme désigne ceux qui extraient le latex des hévéas (appelé *seringueira*, en portugais) pour ensuite produire le caoutchouc – note du traducteur.

du marché produits par les zones les plus industrialisées du pays, en occupant ses espaces vides. Une telle justification se fonde sur un modèle économique modernisateur, qui tend à capter les investissements financiers pour s'appropriier le travail et les ressources naturelles et culturelles de la région, au mépris des revendications sociales. Au sein de cet espace délimité, où l'on favorise l'ouverture au marché globalisé, les gouvernements dictatoriaux ne reconnaissent pas les droits des peuples indigènes, des communautés de *seringueiros*, des petits producteurs familiaux et d'autres groupes locaux. Ainsi, le projet politique de contrôle de l'Amazonie brésilienne émerge-t-il dans le même mouvement que l'exploitation concentrée de sa richesse.

Plus largement, la question agraire au Brésil se transforme en un sujet d'ordre militaire, tant dans la sphère privée que publique, laissant les mouvements sociaux et la lutte pour la terre soumis à la surveillance des organes de sécurité nationale³. Le discours politique, correspondant à cette pratique, met en avant l'idée d'intégration de la nation brésilienne. Cette idée est fondée sur le concept de sécurité nationale qui est, en soi, une stratégie dont l'objectif est le développement économique de régions comme l'Amazonie et qui cherche à discipliner son processus d'occupation. Au-delà, ce discours produit tout un système de représentation politique d'inspiration nationaliste dans lequel l'État apparaît chargé de la mission d'incorporer les terres (au marché), de défendre les frontières et de préserver les richesses : il s'agit là d'une nouvelle voie pour une étape civilisatrice nécessaire à la construction d'un « Brasil Grande ».

En inscrivant l'intérêt de l'exploitation de l'Amazonie dans un cadre politique, les gouvernements militaires orientent le projet d'occupation et de contrôle de l'accès aux terres par la création de plans nationaux. Ceux-ci déterminent l'implantation de grands axes routiers dans la région amazonienne et toute une politique d'incitation fiscale. Parmi ces stratégies d'exploitation économique et de domination territoriale des « nouveaux espaces », se distinguent : la concession de grandes étendues de terres et des incitations fiscales au profit des entrepreneurs pour faciliter l'investissement dans des projets agricoles, agro-industriels – projets désignés par le terme de colonisation – et diverses faveurs pour des entreprises minières ; l'implantation de nouvelles routes prévues par le Plan d'intégration nationale (*Plano de Integração Nacional -PIN*)⁴, telle que la Transamazonienne, dans le

3. L'ensemble des idées contenu dans la conception de sécurité nationale a été préparé à l'École supérieure de guerre (cette dernière étant soutenue par les accords militaires signés entre le Brésil et les États-Unis). Nombreux sont les auteurs qui ont déjà attiré l'attention sur les questions de la militarisation et du développement du capitalisme en Amazonie durant la période de la dictature militaire au Brésil, en particulier : A.W. de ALMEIDA, « A segurança nacional e o revigoramento do poder regional », *Revista FIPES* (São-Luis), I (2), jul.-dez. 1980 : 37-58 ; O. IANNI, *Ditadura e agricultura*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 1979 ; J. de Souza MARTINS, *A militarização da questão agrária no Brasil*, Petrópolis, Vozes, 1984, 134 p.

4. Le projet d'intégration nationale et régional, sous le commandement du régime militaire, a mis en œuvre la construction de grandes routes associée à la politique d'occupation des dits « espaces vides ». À travers le Plan d'intégration nationale- PIN (créé par le décret-loi n° 1106, du 16 juin 1970), le gouvernement Médici déterminait la construction de la route transamazonienne et de la Cuiabá-Santarém, ainsi que le Plan d'irrigation du Nordeste. De la même façon était ordonné que soient réservées « pour la colonisation et la réforme agraire, des bandes de terre de dix kilomètres sur la droite et sur la gauche des nouvelles routes pour, avec les ressources du Programme d'intégration nationale, que s'exécute l'occupation de la terre et pour rendre possible et productive son exploitation économique ». (*Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária - INCRA*, v. 5 : 2.208). Voir les auteurs suivants :

sens est-ouest, de l'État du Pará à l'Amazonas, ainsi que l'autoroute Cuiabá-Santarém, de l'État du Mato Grosso à celui du Pará, sur un axe sud-nord. En outre, l'utilisation massive de la propagande a pour objectif de stimuler le déplacement des agriculteurs appauvris vers les nouvelles zones de colonisation de l'Amazonie. On affirme que l'orientation, par le gouvernement, des flux migratoires vers les nouvelles zones de peuplement, aurait favorisé le « dégonflement » des conflits sociaux dans les régions Sud et Nordeste du Brésil. Cela revient à dire qu'au niveau du discours officiel, les problèmes sociaux occasionnés par la dispute politique dans le monde rural sont liés à la concentration des petits producteurs ruraux dans des zones spécifiques du pays. Rien de plus naturel, selon cette logique, que le gouvernement présente un plan de « réajustement démographique » national afin d'alléger les tensions sociales.

En règle générale, la production d'un tel discours reste associée à une pratique politique militarisée, grâce à laquelle les organes de l'État – appareillés d'instruments de violence – se réorganisent pour démobiliser politiquement les travailleurs ruraux, concentrer d'énormes lots de terres entre les mains d'entrepreneurs privés et contrôler les flux migratoires en stimulant une « colonisation » dirigée. De telles pratiques se sont traduites par une contre-réforme agraire au Brésil, selon les termes du sociologue Octávio Ianni⁵. Il convient de replacer la violence perpétrée à l'encontre des peuples indigènes, des *seringueiros*, des groupes de petits producteurs et groupes ruraux, dans le cadre de ce processus qui configure l'expérience historique des luttes ethniques et sociales⁶, engendrée par le contexte politique d'un système agraire répressif.

Ainsi, c'est au détriment de la réforme agraire que les pouvoirs publics renforcent l'appareil policier et stimulent l'action de milices privées et de vigiles armés, financés par les grands propriétaires fonciers⁷, qui cherchent à contenir les revendications liées à la propriété de la terre d'une grande

J. HÉBETTE (ed.). *O cerco está se fechando*, Petrópolis, Vozes/Belém, NAEA-UFPA, 1991, 123 p. ; R.B. Guimarães NETO, *A lenda do ouro verde. Política de colonização no Brasil contemporâneo*, Cuiabá, Unicen-Apoio Unesco, 2002, 168 p. En ce qui concerne le système routier de la région nord, voir l'article de R.S. ALMEIDA & M.A. Campos RIBEIRO, « Os sistemas de transporte na região norte: evolução e reorganização das redes », *Revista Brasileira de Geografia*, Rio de Janeiro, IBGE, LI (2), 1989 : 33-98 ; M. SANTOS, *O Brasil...*, *op. cit.*, 2001.

5. O. IANNI, *Colonização e contra-reforma agrária*, Petrópolis, Vozes, 1979, 137 p. Voir aussi J.V. Tavares dos SANTOS, *Matuchos : exclusão e luta – do sul para a Amazônia*, Petrópolis, Vozes, 1993, 282 p.
 6. Voir J. de Souza MARTINS, *Fronteira : a degradação do Outro nos confins do humano*, São Paulo, Hucitec, 1997, 213 p. Sur la violence à l'encontre des petits agriculteurs, voir l'excellent travail de E. de Castro FERREIRA, *Posse e propriedade territorial : a luta pela terra em Mato Grosso*, Campinas, Ed. UNICAMP, 1986, 230 p.
 7. Consulter le travail novateur de J.-I. PHUL, *O tempo do grilo : posseiros da Gleba São Domingos. Histórias de luta pela na Vale do Guaporé (1970-1990)*, Cuiabá, 2003, mémoire de maîtrise d'histoire, Instituto de ciências humanas e sociais, Universidade Federal de Mato Grosso, dirigé par Regina Beatriz Guimarães Neto, 301 p. L'auteur s'est intéressé à la lutte pour la terre dans la région de São Domingos, Vale do Guaporé, qui fait partie du nord ouest de l'État du Mato Grosso, près de la frontière avec la Bolivie, là où les petits propriétaires et les agriculteurs sans terre affrontent les bandes armées employées par les grands propriétaires fonciers (latifundiaires ou *fazendeiros*). Cela constitue un cas exemplaire de lutte pour la terre dont les petits propriétaires sont sortis victorieux.
-

majorité de petits producteurs ruraux. La Commission pastorale de la terre (*Comissão pastoral da terra - CPT*)⁸ agit, depuis sa création en 1975, pour défendre les droits des travailleurs ruraux et des paysans et signale les zones où les conflits ont la plus grande fréquence dans les campagnes brésiliennes, enregistrant les massacres et assassinats, ainsi que les cas de travail esclave en Amazonie⁹. Dans les rapports annuels de la CPT, les États du Pará, du Maranhão et du Mato Grosso avaient, et ont toujours, les plus forts indices de violence rurale¹⁰. Le service de documentation de la CPT, a établi un relevé des assassinats ruraux entre 1985 et 2002. Ce dernier fait état de 1 280 assassinats de travailleurs ruraux, avocats, techniciens, syndicalistes et religieux liés à la lutte pour la terre au Brésil. L'Amazonie a le chiffre le plus élevé, et l'État du Pará enregistre à lui seul 492 cas¹¹. Ce sont des données alarmantes, surtout si l'on y ajoute les chiffres des autres formes de violence pratiquées à l'encontre des travailleurs. En outre, une situation d'impunité caractérise les crimes ainsi commis dont seule une part infime passe effectivement en jugement.

Les rapports de la CPT révèlent un accroissement de l'impunité dans les campagnes brésiliennes dans les années 1990. Entre 1995 et 2002 on déplore 278 morts (dont 110 uniquement pour l'État du Pará). Seuls six cas ont été portés devant un tribunal et cinq prévenus ont été condamnés¹². Au-delà des morts et des massacres¹³, les cas de travail esclave, immobilisant des travailleurs dans les *fazendas*, ont constamment fait l'objet de dénonciation de la part de la CPT. Si nous prenons comme base uniquement l'année 2002 pour les cas avérés de travail esclave, les chiffres s'élèvent à 4 227 cas pour l'État du Pará, 723 pour le Mato Grosso et 432 pour le Maranhão - qui sont

8. Le secrétariat national de la Commission pastorale de la terre (*Comissão pastoral da terra*, CPT) a son siège dans la ville de Goiânia, capitale de l'État de Goiás (région centre-ouest), et son président actuel est Dom Tomás Balduino.

9. Le « travail esclave » se caractérise par l'immobilisation des travailleurs manuels dans des zones précises et contrôlées par les grands propriétaires, par l'intermédiaire de leurs administrateurs ou de groupes armés. La stratégie utilisée est l'artifice de l'augmentation de l'endettement des ouvriers, qui sont attirés vers des zones d'abattage de forêts ou vers des grandes propriétés, par des intermédiaires appelés *gatos* (les chats), qui promettent un salaire, contre des travaux exécutés dans les entreprises. Cependant à l'arrivée dans ces zones, la plupart du temps éloignées de centaines de kilomètres des centres urbains les plus proches ou même des principales voies d'accès, les travailleurs découvrent que rien de ce qui avait été convenu n'est respecté. Sans salaire, ils sont obligés d'acheter aux patrons, pour des tarifs exorbitants, des denrées alimentaires de base pour assurer leur survie. Ils finissent par devoir travailler sans cesse pour « payer » leur consommation minimum. C'est ainsi que les propriétaires justifient leur emprisonnement. Outre ces conditions de travail inhumaines qui leur sont imposées, ils n'ont droit à aucune assistance pour leur santé, alors que nombreux sont ceux qui meurent de maladie, en particulier la malaria, mais aussi, d'accidents du travail au moment de l'abattage des arbres. La fuite est la stratégie utilisée par la plupart d'entre eux afin d'échapper à ces conditions imposées. Cela donne lieu à de nombreux assassinats de travailleurs perpétrés par les groupes armés chargés de la surveillance des exploitations. Dans la région de Araguaia, dans le nord-est de l'État du Mato Grosso, des cimetières clandestins au milieu de la forêt ont été repérés dans d'immenses propriétés (consulter les registres du travail esclave et des assassinats dans des grandes propriétés, dans les archives du diocèse de São Félix do Araguaia).

10. *Source* : CPT - Nacional.

11. *Ibid.*

12. *Ibid.*

13. Voir, à ce sujet, A.W.B. de ALMEIDA, « Rituais de passagem entre a chacina e o genocídio : conflitos sociais na Amazônia », in M. de Paula ANDRADE, *Coleção Célia Maria Corrêa - Direito e campesinato*, IV, maîtrise en politiques publiques, Université fédérale du Maranhão, 1997 : 19-48.

les États de l'Amazonie présentant les chiffres les plus élevés du Brésil. Les données présentées ici sont les indices d'un schéma d'occupation et d'exploitation de l'Amazonie qui reflète la concentration élevée des terres au Brésil, puisque 1 % des propriétaires ruraux détient près de 46 % des terres¹⁴. En outre, il s'agit d'un schéma d'occupation qui détruit la flore amazonienne au nom de la progression de la construction de nouvelles villes (projets de colonisation), de routes, et au nom d'un modèle économique qui privilégie les intérêts des entreprises minières et des grandes industries agro-alimentaires dans la région, et en particulier les activités liées à l'élevage, qui causent des dommages irréversibles à l'environnement¹⁵.

La dynamique d'occupation : stratégies de contrôle politique

Les projets économiques qui ouvrent la voie à l'exploitation de la richesse de l'Amazonie et servent de base pour lancer ce qui tient de projet de développement, par l'initiative privée, sont associés au contrôle politique mis en place par la dictature militaire, aspect décisif qui caractérise le schéma d'occupation de la région. Cependant, il n'est pas possible de tirer un trait sur le processus historique antérieur, en particulier celui qui a cours dans la décennie 1950-1960. Durant cette période, les gouvernements de la plupart des États de l'Union fédérale brésilienne, en particulier ceux de l'Amazonie, se sont trouvés impliqués dans de grandes escroqueries à la vente et la distribution des terres appartenant à l'État. De même, dans les cas de non-respect de la législation et d'exploitation des travailleurs (inexistence de contrat de travail ; cas de « travail esclave »), ils entraient en connivence avec les grands propriétaires en favorisant l'impunité dans les zones rurales. Le Mato Grosso est représentatif de ces situations d'achat et de vente illégales des terres. Dans cet État, l'administration en charge des terres se présentait comme le plus grand fournisseur de titres illégaux, motivant le

14. INSTITUTO CARIOCA DE CRIMINOLOGIA, REDE SOCIAL DE JUSTIÇA ET DIREITOS HUMANOS et CENTRO DE DIREITOS HUMANOS EVANDRO LINS E SILVA, *Relatório sobre crimes no campo*, Rio de Janeiro, 2003.

15. L'un des principaux journaux du Brésil, la *Folha de São Paulo*, a publié le document suivant : « Une étude de la Banque mondiale (Bird) montre que la déforestation enregistrée dans les années 1990 en Amazonie légale ont été provoquées par l'élevage de moyenne et grande échelle, pratiqué principalement à la frontière dite "consolidée" c'est-à-dire dans la région orientale ». Plus loin dans le même document : « durant les seules années 2001-2002, la zone dévastée de l'Amazonie fut la seconde en importance en 15 ans. Dans cette dernière période (2001-2002) 25 476 km² ont été déboisés, ce qui représente une augmentation de 40 % par rapport à la période précédente. L'expansion du déboisement a conduit le gouvernement fédéral à créer une commission interministérielle pour discuter des mesures visant à contenir le problème. Les techniciens qui conseillent le groupe doivent aussi présenter un travail officiel faisant état des motifs d'une telle augmentation. Le gouvernement compte investir 20 millions de reais en opérations de contrôle ». Sources : Bird (Banque mondiale), « Causas do desmatamento na Amazônia Brasileira », étude produite par l'économiste de la Banque mondiale Sérgio Margulis, également spécialiste de l'environnement (*Cahiers Ciência*, 20 août 2003 : A16).

*grilagem*¹⁶ (ou autodélivrance de titre de propriété) des terres publiques, indigènes ou encore appartenant à de petits paysans¹⁷.

À partir de la fin des années 1960, les gouvernements dictatoriaux restructurent les organes fédéraux de planification régionale¹⁸, déterminent les politiques des États fédérés, créent de nouvelles politiques territoriales et des programmes de développement agroalimentaires et agrominiers et de « colonisation » de l'Amazonie. Les politiques officielles se sont tournées vers la classification des diverses zones à l'aide de grands projets d'investissements, nommés « pôles de développement », s'appuyant sur des capitaux nationaux et étrangers¹⁹.

Pour autant, les demandes sociales pour la terre s'intensifient grâce à l'incitation de politiques gouvernementales motivant le mouvement d'expansion et la « conquête » des zones dites de frontières agricoles en Amazonie²⁰. Ce mouvement est surtout associé aux concentrations ouvrières dans les zones de colonisation, d'exploitation minière et forestière. Cependant, la notion de frontière peut être reformulée de manière particulière pour refléter la dimension culturelle des situations vécues par les divers acteurs sociaux qui se déplacent vers ces nouveaux espaces. Les frontières de ce type perdent alors leur signification géopolitique, comme instituant le marquage des divisions territoriales des États-nations, ainsi que d'autres caractéristiques politico-administratives. La frontière est pensée comme la pratique sociale et multiculturelle du processus de réoccupation des territoires – particulièrement dans les zones d'occupation indigène et de possession ancienne. Elle est liée aux constants déplacements des groupes sociaux²¹.

C'est là que seront implanté, particulièrement dans la décennie 1970-1980, des projets ou « noyaux de colonisation », responsables de l'émergence de certaines de villes relativement petites. Ce phénomène touche particulièrement les États de Rondônia et du Mato Grosso. Ces États représentent deux grands espaces destinés à la pratique de ce qu'il est convenu d'appeler la *colonisation* de l'Amazonie : le premier recouvre le territoire traversé par l'autoroute Cuiabá – Santarém²², avec la prédominance d'entrepreneurs privés qui choisissent d'investir dans le Mato Grosso ; et le second est

16. Ceci caractérise les agissements des *grileiros*, c'est-à-dire, de ceux qui donnent la possibilité à des gens de s'approprier les terres d'autrui moyennant de faux documents de propriété.

17. G. MORENO, *Os (des)caminhos da apropriação capitalista da terra em Mato Grosso*, São Paulo, 1993, thèse (doctorat), Faculdade de Filosofia Letras e Ciências Humanas, Université de São Paulo, dirigé par Ariovaldo Umbelino de Oliveira, 619 p.

18. Telle la Sudam (*Superintendência do desenvolvimento da Amazônia*, surintendance pour le développement de l'Amazonie) et la Sudene (*Superintendência do desenvolvimento do Nordeste*, surintendance pour le développement du Nordeste).

19. Voir C.W. PORTO GONÇALVES, *Os (des)caminhos do meio ambiente*, São Paulo, Contexto, 1989, 148 p. ; et A. U. de OLIVEIRA, *A fronteira amazônica mato-grossense : grilagem, corrupção e violência*, São Paulo, 1997, thèse (*Livre Docência*), Departamento de geografia, Faculdade de Filosofia, Letras e Ciências Humanas, Universidade de São Paulo, 405 p.

20. Voir les analyses sur les études de la frontière et de la violence en Amazonie brésilienne dans J. de Souza MARTINS, *Fronteira : a degradação... op. cit.* Consultez aussi l'importante contribution des études de D. RIBEIRO, *Os índios e a civilização (A integração das populações indígenas no Brasil moderno)*, 2^e ed., Petrópolis, Vozes, 1977, 559 p. ; et O.G.C. VELHO, *Frentes de expansão e estrutura agrária*, Rio de Janeiro, Zahar, 1972, 178 p.

21. Voir les contributions pour l'étude des relations interculturelles dans N.G. CANCLINI, *A globalização imaginada*, São Paulo, Iluminuras, 2003 : 114.

22. Cuiabá, capitale de l'État du Mato Grosso, et Santarém, ville située dans l'État du Pará. Route fédérale, dans le sens sud-nord.

constitué du territoire traversé par la route BR-364 (Cuiabá–Porto-Velho)²³, où l'État du Rondônia reçoit les projets de colonisation dits officiels coordonnés par l'Incrá (Institut national de colonisation et de réforme agraire). Néanmoins, dans le cas de Rondônia, la politique de colonisation va instituer la coexistence de projets à destination de petits producteurs, qui seront appelés des colons, avec des projets en faveur des moyens et même de grands exploitants.

À partir de cette configuration spatiale de la *colonisation*, se développe un réseau urbain qui s'étend tout au long des grands axes routiers de l'Amazonie, provoquant une reterritorialisation des « nouveaux » et des « anciens » espaces, avec des conséquences politiques, économiques et culturelles durables²⁴. Dans cette perspective, il est nécessaire de comprendre que, dans les stratégies de domination du territoire amazonien, les sus-nommés « noyaux de colonisation » représentent des instruments politiques de contrôle de l'accès à la terre et au marché de la main d'œuvre qui reçoivent d'importantes incitations financières de la part du gouvernement brésilien.

Les petits agriculteurs et autres travailleurs sans terre qui se sont mobilisés depuis diverses régions du pays vers l'Amazonie, croyant en la possibilité d'acquérir une parcelle de terre et d'avoir des opportunités de travail, furent, la plupart du temps, frustrés dans leurs attentes. Nombre d'entre eux se déplaceront d'une aire de colonisation à une autre, travaillant à l'ouverture de nouveaux fronts de colonisation ou changeant parfois d'activité et d'emploi, pour venir grossir les rangs des chercheurs de diamants, des destructeurs de forêt au service des grands propriétaires terriens, ou encore travaillant pour les entreprises de bois de la région. La colonisation comme narration qui participe de l'élaboration du mythe de l'*Eldorado*, montre comment la terre d'abondance et d'opulence, se révèle, dans les difficiles situations vécues par les paysans et travailleurs ruraux salariés, être une expérience marquée par l'impossibilité de posséder ou de rester en possession d'une terre. D'innombrables « colons » et divers petits producteurs, incapables de mobiliser le capital et les moyens techniques nécessaires au développement de la production agricole en Amazonie, doivent utiliser la main-d'œuvre familiale. Ils vont alors connaître, outre les pressions du marché financier et d'autres facteurs économiques et culturels (tels la déstructuration familiale), la « terre promise » comme le lieu de l'exclusion sociale.

23. Capitale de l'État du Rondônia. Route fédérale qui suit la direction nord ouest. Elle fait aussi le lien avec l'État de Acre, à la frontière avec la Bolivie.

24. Voir, sur le thème de la colonisation récente au Mato Grosso, R.B. Guimarães NETO, *A lenda do ouro verde... op. cit.* ; J.M. OLIVEIRA, *A esperança vem na frente. Contribuição ao estudo da pequena produção em Mato Grosso – o caso Sinop*, São Paulo, 1983, mémoire de maîtrise en histoire, Faculdade de Filosofia Letras e Ciências Humanas, Universidade de São Paulo, 144 p., dirigé par Manoel Fernando Gonçalves Seabra ; E.A. de SOUZA, *Sinop : história, imagens e relatos. Um estudo sobre a colonização*, Cuiabá, 2001, mémoire de maîtrise en histoire, Instituto de Ciências Humanas e Sociais, Universidade Federal de Mato Grosso, 251 p., dirigé par João Carlos Barroso ; J.V. Tavares dos SANTOS, *Matuchos... op. cit.* ; sur le Rondônia voir M. SANTOS, « Organização do espaço e organização social: o caso Rondônia » *Boletim Carioca de Geografia*, 1982, Ano XXXII : 51-57 ; et M. COY, « Rondônia : frente pioneira e programa Polonoeste. O processo de diferenciação sócio-econômica na periferia e os limites do planejamento público », in G. KOHLHEPP & A. SCHRADER (eds), *Homem e natureza na Amazônia*, Simposio internacional e interdisciplinar, ADLAF, Blaubeuren, 1986 ; *Tübinger Geographische Studien* (Tübinger Beiträge zur Geographischen Lateinamerika-Forschung n° 3), 95, Tübingen, 1987 : 253-270.

En ce sens, il s'avère nécessaire de s'attarder sur le terme de « colonisation », adopté par les milieux officiels et les entreprises qui agissaient dans les grandes zones en friches des États qui composent l'Amazonie. Il reflète le caractère positif que revêt l'instauration d'un grand marché de la terre, permettant le contrôle de la distribution, de l'accès et de

la possession des espaces, au-delà de la simple sélection des demandes. De nombreuses études montrent que le gouvernement et les entreprises privées, durant la période déjà indiquée, ont mis en œuvre une politique d'invasion et d'occupation violente des terres indigènes et des terres publiques, désignées comme « espaces vides »²⁵. Les groupes sociaux qui se sont déplacés vers ces zones, hommes et femmes, tentés par l'offre importante de travail proposée essentiellement par les entreprises qui développaient des projets de distribution de lopins de terres, ou des programmes agroalimentaire et minier, ont été, la plupart du temps, « jetés » dans la forêt et livrés à leur propre sort. La mort par maladie, accident de travail, bagarre avec les peuples indigènes – qui s'opposent à l'avancée sur leurs terres – et les assassinats par les chercheurs de diamants liés aux nombreuses entreprises agissant dans la région constituent quelques unes des caractéristiques de l'histoire de ces travailleurs et travailleuses qui ont cru en une terre qui leur apporterait la solution à leurs problèmes. En ce sens, il est important de souligner que le terme de colonisation, utilisé dans une acception très large et naturalisé par le discours officiel, induit une représentation mythique de l'histoire dans laquelle l'intense conflit qui s'est mis en place au cours de ce processus n'a pas été et n'est toujours pas appréhendé.

Le choix du terrain de recherche

Un thème aussi large et important que celui de l'occupation récente de l'Amazonie fait l'objet d'une multiplicité de questionnements. En particulier, lorsque nous prêtons attention au fait que les contextes amazoniens sont plus divers et hétérogènes que ce que les analyses macrosociales laissent croire, nous révélant des Amazonies diverses avec, pour chacune, une histoire différente. Cela est encore plus précis lorsque nous nous intéressons aux diverses temporalités et formes d'occupations du territoire amazonien qui s'entremêlent et que nous mettons en évidence la coexistence de groupes ethniques et culturels distincts, présents au sein d'un univers marqué par le conflit et la violence.

Géographie imaginée, l'Amazonie, au-delà des définitions politico-administratives, nous montre la création d'un espace marqué par les interactions, par les lieux de passages, par la combinaison des trajectoires sociales (sans présumer de ce qui les homogénéise). Comme le suggère les paroles de Michel de Certeau :

25. Voir en particulier E. de Castro FERREIRA, *Posse e propriedade...op. cit.* ; R.B. Guimarães NETO, *A lenda do ouro verde... op. cit.* ; J. de Souza MARTINS, *Fronteira : a degradação... op. cit.* ; J.V. Tavares dos SANTOS, *Matuchos... op. cit.* ; et A.U. de OLIVEIRA, *A fronteira amazônica... op. cit.*

« il est alors possible de conclure que, pour un même lieu, il existe autant de "régions" que d'interactions ou de rencontres entre programmes. De même, que la détermination d'un espace est duale et opérationnelle [...] »²⁶.

Il est possible de percevoir qu'au moment où il s'établit un réseau de différenciations l'on peut avoir comme point de départ de l'analyse les espaces sociaux qui se combinent et se déboulent les uns des autres, armant ainsi une dynamique d'interaction entre les personnages qui l'habitent.

De cette manière, dans ce vaste ensemble, nous nous proposons de prendre appui sur un terrain d'investigation qui nous offre les voies possibles pour approcher sa complexité, sans que les totalisations indistinctes ne puissent être envisagées. Nos réflexions cherchent à montrer quelques-unes des configurations significatives qui permettent d'appréhender l'univers social des « nouveaux espaces ». Elles précisent aussi des aspects fondamentaux de l'émergence des nouvelles villes et la manière dont elle s'accompagne de trajectoires particulières de vies de travailleurs soumis à des pratiques sociales violentes spécifiques du mouvement d'occupation récent du territoire amazonien, à partir des années 1970.

Nos analyses se fondent sur les apports de nos recherches qui se sont concentrées sur l'étude de quelques unes des villes localisées dans la partie nord du Mato Grosso²⁷. Nous avons restreint l'univers de l'observation spatiale et sociale dans l'objectif d'aborder à partir de différents points de vue l'expérience sociale, individuelle ou de groupes précis, de même que l'étude d'une ville en particulier, en cherchant à les mettre en relation avec des dimensions sociales plus larges, révélatrices des conditions politiques, économiques et culturelles.

La colonisation et les nouvelles villes – Mato Grosso²⁸

26. M. de CERTEAU, *A invenção do cotidiano. I – Artes de fazer*, Petrópolis, Vozes, 2000 : 212.

27. Entre 1999 et 2000, nous avons coordonné un Projet intégré de recherche, avec le soutien financier du CNPq (*Conselho nacional de desenvolvimento tecnológico*, Conseil national du développement technologique), s'intéressant aux villes du Mato Grosso situées dans la partie nord de l'État, et intitulé « Mouvements de populations, villes et cultures dans l'environnement amazonien/Mato Grosso ». Ce projet est lié à l'une des lignes de recherche du Programme de troisième cycle en histoire de l'Université fédérale du Mato Grosso (UFMT), dont nous faisons partie du corps professoral. Dans ce projet nous avons privilégié la ville de Juína, au nord de l'État. Afin de mieux développer ce projet de recherche, nous – le professeur Vitale Joaroni Neto et moi-même, l'auteur de ce texte – avons coordonné un groupe de recherche formé par vingt-trois étudiants du cours d'histoire de l'Université fédérale du Mato Grosso, dans la ville de Juína, ce qui nous a beaucoup aidés dans notre travail. Nous devons aussi citer la ville de Vila Rica, à l'extrême nord de l'État, à la frontière avec l'État du Pará, ville qui a surgi de la colonisation privée ; noyau urbain choisi pour le thème de l'étude et des recherches d'un groupe d'étudiants, sur notre orientation, dans le cours de 1^{er} cycle en histoire/Projet « Parcelada », par l'Université de l'État du Mato Grosso (UNEMAT), située à Luciara, au nord est de l'État du Mato Grosso, duquel nous avons été conseillère et professeur, entre 1998 et 2002. Avant ces expériences, dans les années 1980, nous avons étudié le processus de colonisation duquel a surgi la ville de Alta Floresta, située aussi au nord de l'État, et qui a donné lieu à la conception d'un ouvrage *A lenda do ouro verde. Política de colonização no Brasil contemporâneo*, *op. cit.* Actuellement, nous continuons les recherches sur la problématique de l'occupation de l'Amazonie, particulièrement dans le Mato Grosso, dans le cadre de nos études de post-doctorat, avec le projet de recherche suivant : « Histoire, mémoire et temps présent : villes, travail et violence. Amazonie/Mato Grosso », au sein du département d'histoire de la Faculté de philosophie, lettres et sciences humaines de l'Université de São Paulo (USP).

28. L'État du Mato Grosso possède trois écosystèmes – une zone de marécages (Pantanal), une zone de végétaux (cerrado) et Amazonie –, et sa superficie totale est de 901 420,07 km², avec une population totale de 2 498 150 habitants (selon l'IBGE – *Instituto brasileiro de geografia e estatística*).

L'État du Mato Grosso présente la plus grande concentration de projets de colonisation privés du Brésil, en particulier de ceux qui ont été mis en œuvre vers la fin des années 1970 et 1980. Nous pouvons affirmer que toute la portion nord et nord-est de l'État s'est constituée en un « paradis privé » pour les entreprises colonisatrices du pays²⁹, que ce soit pour réellement mettre en œuvre les dits projets de colonisation, pour servir d'instrument d'appropriation de plus larges espaces de terres vierges ou pour d'autres raisons moins explicites. Du fait de cette politique, le Mato Grosso a assisté à l'émergence de plus de cent villes nouvelles³⁰ au cours des dernières décennies du xx^e siècle. Les noyaux urbains nés de projets destinés à la colonisation et qui se sont associés essentiellement aux activités minières et à l'exploitation du bois, vont constituer les nœuds de peuplement les plus denses, répartis généralement le long des grandes routes fédérales³¹. Ce sont des lieux grandis par le succès de leur développement, qui glorifient le progrès par l'État sans remettre en question la violence et le coût social que ce modèle de développement engendrent pour les différentes ethnies indigènes et les autres groupes sociaux appauvris. Ceci est encore plus vrai si nous gardons en mémoire de l'expérience des travailleurs de toutes les régions du Brésil qui se sont déplacés vers l'Amazonie et ont payé de leur vie et de leur travail la consolidation des espaces construits et reterritoriauxés. Comme l'affirme le sociologue Eudson de Castro Ferreira, il s'agit d'un

« [...] scénario marqué par les intérêts, les contradictions, les conflits, les persécutions, la violence et les morts. Il s'agit de la lutte pour l'hégémonie de l'État et du capital, sur un territoire sacré, selon Pedro Casaldàliga³², tout

-
29. Selon les données de l'Inbra en 1981 (*Instituto nacional de colonização e reforma agrária* ; Institut national de la colonisation et de la réforme agraire), sur un total de 101 entreprises de colonisation initialement autorisées à fonctionner dans le pays (y compris celles dont les registres ont été annulés), dans la période 1970-1981, environ 42 % étaient localisées dans l'État du Mato Grosso. Cependant, si nous ne prenons pas en compte celles dont les registres ont été annulés - 19 en tout - le nombre d'entreprises en fonctionnement réel dans cette période tombe à 82, de telle manière que le pourcentage de celles qui se sont maintenues en activité dans cet État grimpe à 52 %. Mais la majorité de ces entreprises avaient plus d'un projet de colonisation et il est important de retenir que souvent ces entreprises s'intéressaient à des zones très diverses. De cette manière, sur 125 projets autorisés à fonctionner par l'Inbra au Brésil, durant cette période, 60 % du total ont vu le jour dans le Mato Grosso. Et, ce qui est plus significatif encore, est que sur 75 projets de colonisation, 49 %, environ, se sont développés, directement ou indirectement, tout le long de l'axe de la route fédérale Cuiabá-Santarém. La portion nord-est de l'État comprend aussi l'une des plus importantes concentrations agroalimentaire de l'Amazonie. Pour approfondir les analyses sur la constitution des entreprises agroalimentaires et le développement du capitalisme dans le Mato Grosso, voir A.U. OLIVEIRA, *Amazônia : monopólio, expropriação e conflitos*, Campinas, Papirus, 1987, 134 p. ; et, du même auteur, *Integrar para não entregar. Políticas públicas na Amazônia*, Campinas, Papirus, 1988, 108 p. ; C.W. Porto GONÇALVES, *Amazonia, Amazonas*, São-Paulo, Contexto, 2002, 178 p.
30. L'État du Mato Grosso comprend 142 villes (municipalités). Données fournies par l'IBGE - recensement de 2000. Le terme « municipalité » désigne une circonscription administrative autonome de l'État, gouvernée par un maire et une chambre législative (Dictionnaire *Aurélio*).
31. En particulier pour les municipalités de Sinop (74 831 habitants), Alta Floresta (46 982), Juína (38 017) Sorriso (35 605), qui ont surgi comme des noyaux de colonisation vers la fin des années 1970 et se sont retrouvés parmi ceux qui présentaient un des plus importants indices de croissance démographique de l'État, selon les données du recensement de 2000, de l'IBGE.
32. Évêque du diocèse de São Félix do Araguaia, au nord est de l'État, dans l'une des régions les plus violentes de la lutte pour la terre au Mato Grosso et au Brésil. Parmi ses ouvrages les plus connus, nous pouvons citer Dom P. CASALDALIGA, *Uma igreja da Amazônia em conflito*
-

entier arrosé du sang des Indiens, des petits paysans et des *peons* qui ont lutté pour la terre, pour un toit et une adresse qui leur assurerait, au minimum, l'identité de cultivateur »³³.

Le processus conflictuel de reterritorialisation et de construction de ces espaces se trouve associé à une division et une ségrégation sociales intenses dans les villes nouvelles. Il est fondamental d'observer, en ce sens, que

depuis le début de la mise en œuvre des projets de colonisation, les représentations cartographiques qui délimitent les espaces sélectionnés et dessinent les lots urbains, projettent un territoire contrôlé et hiérarchisé. C'est ainsi qu'apparaissent les marques d'une domination sociale et économique des entrepreneurs dans le champ de la planification, qui prend alors la forme du discours sur la colonisation.

Il existe une autre dimension assez significative. Les cartes des villes mettent à jour une représentation symbolique révélatrice d'un nouvel ordre social : une partie d'entre elles apparaît modélisées à partir de l'image d'objets déterminés et de figures géométriques. La ville de Juína, par exemple, a la forme de plusieurs octoèdres liés entre eux, chacun représentant un module, qui lui-même est divisé en lots. Nous associons immédiatement les octoèdres, qui apparaissent dans la propagande de l'entreprise³⁴, à de grandes ruches, suggérant presque instantanément une cité du travail. La force de cette représentation dans l'imaginaire social est aussi perceptible dans la construction des symboles chrétiens, comme c'est le cas dans la structure de la ville de Vila Rica (Mato Grosso), qui est en forme de cloche, évoquant par là les temps de l'histoire de la colonisation du Brésil qui montraient les signes ostentatoires de la richesse issue de l'or. La construction de ces images, indissociables d'une représentation symbolique dense, correspond directement à la construction narrative produite par les *colonisateurs*, en particulier lorsqu'ils insistent pour dire que les « villes de la colonisation » sont celles où l'on travaille le plus au Brésil³⁵.

L'un des faits les plus marquants de la planification de ces noyaux urbains est que des villes sont pensées et planifiées en fonction des hiérarchisations sociales, séparant les nouveaux habitants par modules, de manière à répondre à une politique explicite de division sociale commune à tous les noyaux de colonisation. Pour les colonisateurs, cette division ne représente rien d'autre qu'une façon rationnelle, pour les nouvelles villes, d'assumer leur rôle civilisateur, ordonnateur des espaces sociaux. Néanmoins, selon Bourdieu, les classifications

« [...] s'appuient sur des caractéristiques qui n'ont rien de naturel et qui sont, en majorité, le produit d'un arbitraire imposé, c'est-à-dire, d'un état antérieur du rapport de force dans le cadre des luttes pour la délimitation légitime »³⁶.

En ce sens, en circonscrivant le lieu social de chaque groupe de colons, le dessin architectural de la planification urbaine reproduit les formes explicites des rapports de pouvoir, dans lesquels les entreprises assument le

com o latifúndio e a marginalização social, Mato Grosso, diocèse de São Félix do Araguaia, 1971, 123 p.

33. Texte non publié. Chapada dos Guimarães, Mato Grosso, 23 février 2003.

34. Codemat (*Companhia de desenvolvimento do Estado de Mato Grosso*; Compagnie pour le développement de l'État du Mato Grosso).

35. R.B. Guimarães NETO, *A lenda do ouro verde... op. cit.*

36. P. BOURDIEU, *O poder simbólico...*, *op. cit.* : 115.

contrôle sur la circulation et fixent les groupes d'habitants des villes en construction.

Au centre de ce projet de rationalisation de « l'occupation des espaces vides », les villes planifiées sont connectées à de grandes voies de circulation ; les zones centrales sont destinées à recevoir le siège d'entreprises et autres lieux de pouvoir et de contrôle de la circulation de la population, tels les carrefours routiers. Selon cet objectif, les administrateurs inaugurent diverses stratégies de contrôle de l'espace de colonisation. Ils utilisent les

instruments de violence les plus variés, certains parfaitement clairs, comme celui qui consiste à faire déménager les familles de certains endroits, en les expulsant par la force – on va jusqu'à brûler leur maison – d'autres moins visibles, consistant par exemple à offrir des lots dans des zones plus reculées, assez insalubres, et pour cette raison, dévalorisées. Il est très révélateur que, dans les premiers temps de l'ouverture des nouvelles zones dites de colonisation, les entreprises aient érigé des barrières physiques, construites en bois ou en ciment, ou aussi qu'elles aient utilisé des barrières naturelles comme des rivières difficiles à traverser, pour contrôler les passages, et empêcher l'entrée de ceux qui ne pouvaient s'identifier ou qui n'étaient pas les bienvenus. Les habitants de la ville de Juína, par exemple, n'ont pas oublié les *correntões*, qui sont de grandes et larges chaînes de fer, attachées à des guérites (abris pour les sentinelles armées, construits en bois ou en ciment). Ils étaient localisés sur les passages et chemins, en des points stratégiques de l'espace de colonisation, où l'on exigeait des colons qu'ils fassent état de leur identité, généralement sous la forme d'une carte fournie par l'entreprise³⁷. Dans le cas du noyau de colonisation de Alta Floresta, le fleuve Teles Pires fonctionnait comme une barrière naturelle, les représentants de l'entreprise contrôlant eux-mêmes les points de passage, en particulier là où une barge était en activité et chargée des traversées.

Ces mécanismes d'exclusion jouaient, essentiellement, à l'encontre des populations noires ou des hommes et des femmes en provenance des régions les plus pauvres du Brésil, comme certaines zones du Nordeste. Dans ce cas, ils stigmatisaient les « Nordestins », mot qualifiant tous les hommes pauvres, dangereux et « sans but », indépendamment de leur lieu d'origine. Les diverses barrières qui étaient occupées par des hommes armés, chargés de surveiller les lieux, ont fini par fonctionner aussi comme des barrières ethniques. Dans ces conditions, les cas de violence enregistrés à l'encontre des chercheurs d'or et des travailleurs sans terre sont innombrables, qui ont été perpétrés par les propriétaires des entreprises colonisatrices³⁸.

Néanmoins, les diverses pratiques de violence étaient justifiées, dans le discours des entreprises et des groupes de propriétaires bien en vue, par la nécessité impérieuse de promouvoir le développement ; fait relus, dans l'histoire présente, comme étant des étapes du processus de construction du

37. Recherche de terrain à Juína. Projet cité.

38. Voir J.D. RIBEIRO, *Terra e garimpo – um estudo sobre a violência nos anos de consolidação do espaço da colonização*. Mato Grosso, Cuiabá, 2001, mémoire de maîtrise en histoire, Instituto de Ciências Humanas e Sociais, Universidade Federal de Mato Grosso, 142 p., dirigé par Regina Beatriz Guimarães Neto. Consulter aussi les travaux de conclusion du cours des étudiants en Histoire de Juína-UFMT, sur notre orientation (Bibliothèque Rubens de Mendonça – Instituto de Ciências Humanas e Sociais, UFMT).

nouveau³⁹. L'idée du progrès diffusée par les journaux et revues de l'État du Mato Grosso⁴⁰, et dont l'impact est énorme dans la presse nationale à grande

diffusion⁴¹, montre les nouvelles villes comme des lieux de promotion de l'ascension sociale et de production de la richesse. Les grandes histoires mythifient la « saga » de tous ceux qui ont migré du sud vers le nord du pays, désormais appelés « colons », et qui y auraient découvert la terre d'abondance, au-delà de la représentation d'un monde de la richesse issue des chercheurs d'or. Cependant, le progrès technique et matériel, même s'il bénéficie uniquement à une petite partie des colons, ainsi que la rapide croissance démographique des villes, produisent l'image irréductible du développement économique et du triomphe de la civilisation, imprimant ses bases sur de nouveaux territoires. Ainsi l'Amazonie est-elle la marque déposée d'un modèle de colonisation dessinant le paysage séducteur des nouvelles cités.

Les réseaux des déplacements sociaux

Les politiques gouvernementales et les histoires qui prennent part à la construction des images des terres fertiles et inépuisables de l'Amazonie, ainsi que du progrès des villes nouvelles, participent effectivement à la formation de leur marché du travail, mettant en évidence des aspects particuliers qui fascinent l'imagination des petits producteurs ruraux. Parmi les plus importantes, citons l'offre de terre et de travail, associée à la possibilité d'une vie meilleure. Par ailleurs, le modèle de modernisation agricole adopté par les régions centre-sud du Brésil, provoquant une plus grande concentration de la terre et du capital, contribue aussi à l'expulsion de petits propriétaires ruraux, de paysans en fermage ou associés et autres travailleurs ruraux salariés. Dans ce contexte, où s'entrecroisent divers facteurs, de grandes masses de travailleurs et travailleuses manuels se placent vers l'Amazonie pour se mettre à disposition des propriétaires de capitaux et de leurs diverses entreprises (ouverture de noyaux de colonisation, exploitation de bois, industrie agroalimentaire, chercheurs d'or et de diamants, entre autres).

Cependant, beaucoup de ceux qui se déplacent n'atteignent pas leur but. Hommes et femmes, n'ayant que leur force de travail, n'auront pas les moyens d'acquérir un lopin de terre, et, quand bien même ils parviennent à s'acheter une parcelle, ils n'obtiennent pas les moyens économiques de l'entretenir, et la transfèrent à d'autres propriétaires. Ils changent constamment d'activité : ils passent des labours à l'extraction de l'or et du diamant ou encore à l'abattage des arbres, et même aux grandes exploitations et aux grands projets industriels, en un mouvement oscillatoire. Ils

39. R.B. Guimarães NETO, « Passos nômades : narrativas de espaço – construção de novas cidades e memória histórica – Mato Grosso », in C. Botelho da COSTA & N.O. MAGALHÃES (eds), *Contar história, fazer História – História, cultura e memória*, Brasília, Pararelo 15, 2001 : 337-345.

40. Entre autres, os jornais *O Estado de Mato Grosso*, *Correio Varzeagrandense*, et *Revista Mato Grosso S/A*.

41. Voir, par exemple, une série de reportages que le *Jornal da Tarde*, de São Paulo, a publié sur la « frontière agricole » du Mato Grosso, durant le mois de mai 1981.

finissent par former une force de travail disponible qui se déplace d'un espace à l'autre, toujours à la recherche de nouvelles terres et de travail.

Mais cela est, en même temps, révélateur des stratégies de domination politique dans les campagnes et du mouvement de concentration des terres (« légal » en ce qui concerne l'achat des terres de producteurs décapitalisés et illégal pour les innombrables *grilagens* qui l'accompagnent). Les projets de colonisation sont exemplaires en ce sens. En peu d'années, les entreprises doublent leurs possessions, étendant ainsi leur domination territoriale. Pour autant, l'analyse des pratiques communes à toutes les entreprises rend évident le fait que, en ce qui concerne la division des lots proposés à la vente, seule une infime partie de l'espace total « destiné à la colonisation » est mis à disposition des petits producteurs. Au sein du même projet, en effet, de grands espaces sont mis sur le marché afin de répondre à la demande des moyens et des grands propriétaires⁴². Au-delà de cette structure mise en place dans le cadre d'un projet politique d'occupation de l'Amazonie, lui-même construit beaucoup plus pour exclure les paysans pauvres que pour les inclure, les nouveaux espaces, après les premières années d'organisation et de consolidation de ce modèle d'occupation, montrent leur vrai visage. En effet, elles se reterritorialisent selon un schéma de développement qui répond à une division sociale du travail croissante, avec la spécialisation des activités productives (telles que l'agriculture et plus précisément les monocultures de soja, de coton, parmi les plus importantes). Cependant, aux côtés de ce phénomène de grande spécialisation du travail coexistent des formes archaïques de surexploitation du travail, avec l'allongement de la journée de travail, l'absence de reconnaissance des contrats et diverses modalités de travail forcé.

Dans la partie nord du Mato Grosso, aux situations décrites comme du travail esclave dans d'innombrables propriétés rurales⁴³, objets de constantes dénonciations, s'ajoutent la violence des zones de recherche d'or et de diamants⁴⁴, dont les traits caractéristiques sont le caractère provisoire de l'habitat, la précarité de l'alimentation, les maladies diverses, en particulier la malaria, et les assassinats. De plus, dans les espaces où prédominent les exploitations de bois, les journées de quatorze à seize heures de travail sont habituelles, ainsi que l'exploitation du travail des femmes et des enfants, associés aux problèmes constants des accidents du travail lors de l'abattage des arbres qui occasionne des morts et des mutilations corporelles. Là aussi sont repérés de graves problèmes de santé liés à l'intoxication à la poussière de bois et aux produits chimiques que les entreprises d'exploitation et de vente du bois utilisent pour le traitement, la conservation et la transformation des produits⁴⁵.

42. En étudiant le cas de Alta Floresta (extrême nord de l'État du Mato Grosso), nous avons vérifié que sur les 211 966,05 hectares de terres, auxquels il faut ajouter 200 000 hectares de terres pour le noyau de Paranaíta (zone contiguë), acquis par l'entreprise Indeco, avec l'autorisation de l'Inra pour la colonisation, environ 13 % du total, seulement, étaient mis en vente au profit de petits agriculteurs - Voir la carte du découpage en lots par l'Indeco, incluse au Projet de colonisation dans R.B. Guimarães NETO, *A lenda do ouro verde...* op. cit. : 168.

43. Grâce à la recherche de terrain réalisée pour le projet « Mouvements de populations, villes et cultures dans l'environnement amazonien - MT », nous avons relevé quelques-uns des cas criminels déposés au Tribunal civil et criminel de la ville de Juína qui fait état de l'existence de l'esclavage dans les grandes propriétés de la région.

44. Voir J.D. RIBEIRO, *Terra e garimpo...*, op. cit.

45. À l'occasion de notre recherche dans la ville de Juína (1999-2000), nous avons enregistré des cas d'enfants dont les doigts saignent à cause du contact avec le bois.

L'immense pauvreté dans laquelle vivent les ouvriers résulte de ce processus historique vassalisant, qui contribue au déplacement des hommes et des femmes vers le territoire amazonien, tantôt orpailleurs, tantôt abattant la forêt, à d'autres moments encore travaillant dans les fazendas, ou installant les clôtures des grandes propriétés, ou encore désherbant de grandes cultures comme le soja, le coton, le maïs, etc. Dans les différentes régions par lesquelles ils passent, sans aucun document d'identité, ils

reçoivent les qualificatifs les plus variés. Dans certains endroits il sont simplement appelés les *peons* (*peões de trecho*), ailleurs, ce sont les marcheurs (*andarilhos*) ou même les pieds enflés (*pés-inchados*).

Ainsi, nous pouvons les considérer comme représentant une partie des groupes sociaux déterritorialisés qui passent d'une ville, d'un État ou d'une région à l'autre, perdant continuellement les références sociales d'appartenance à leur groupe d'origine, « dans et hors » de la famille, de la ville, de la culture, déterritorialisant leur propre champ social⁴⁶. Ils parviennent à élaborer des lois et des règles de survie, comme s'ils vivaient au sein d'un réseau social « décollé » du contrôle et de la discipline mis en place par l'État. L'un des exemples en est celui du langage spécifique qu'utilisent ces groupes. Ils parlent en codes, et bien souvent, disent aux gens qui affirment ne pas les comprendre qu'ils n'ont qu'à consulter un dictionnaire. Ils lancent, ainsi, un défi à la compréhension de leur monde symbolique. À cela s'ajoute un mode d'existence qui doit être suivi par tous au sein d'un groupe au risque, pour celui qui s'en écarte, de perdre la vie. À l'approche de ce microcosme, nous percevons que là, les relations sont marquées par les ambiguïtés et les contradictions à propos desquelles une myriade de situations nous fournit les indices de l'existence de règles qui vont des plus simples, comme partager la boisson, les cigarettes et une partie des aliments, jusqu'aux plus complexes, comme faire attention à soi pour ne pas être volé ou tué par son propre groupe⁴⁷.

Récits de travailleurs

Dans une série d'entretiens que nous avons réalisés avec des ouvriers sur leurs activités de travail et les autres situations de vie, dans la ville de Juína⁴⁸, des références insistantes apparaissent, sur le manque de soutien public vis à vis du respect des droits des travailleurs, qui manifestent leur volonté de dénoncer leurs conditions de travail inhumaines. Et lorsque se présente à eux l'opportunité de s'exprimer sur leurs propres pensées et sentiments, sur les mots qui servent à les désigner au quotidien, ils révèlent avoir conscience de la connotation négative de certains termes : pieds enflés, marcheurs (*andarilho*). Ainsi, Zenon Silva Santos, né dans l'État du

46. Voir P.P. PELBART, « Pouvoir sur la vie, puissance de la vie », *Multitude*, 9, mai-juin 2002. Disponible sur internet <http://multitudes.samizdat.net/article.php?id_article=41>, 19 avril 2003.

47. Informations recueillies à partir de notre étude de terrain. Juína, mai 2000.

48. La ville de Juína a comme limites, à l'ouest l'État de Rondônia, et au nord le grand municipe de Aripuanã, situé très près de l'État d'Amazonas. Son territoire est entouré par les terres des peuples indigènes Cinta-Larga, Enawenê-Nawê, Erikbaktsa et Myky, parmi les plus connus. Cette ville a surgi d'une colonisation publique, coordonnée par l'État du Mato Grosso, à la fin des années 1970.

Maranhão, est un travailleur qui a traversé divers États (du Maranhão au Pará, du Pará au Mato Grosso) et de nombreuses villes, jusqu'à arriver à Juína. Dans son récit enregistré, il affirme :

« Pied-enflé, tout le monde porte le nom de pied-enflé ici, il suffit de rester ici près de la route, on peut aller où on veut on reste toujours un pied-enflé ! Mais les gens vivent ici, regarde mes mains (avec d'énormes cals) : tous ici on scie, on coupe à la machette, on fait de tout ici... Le pied-enflé ici, il n'existe pas. Moi je sue, je parle à la face de qui je veux, je viens de la capitale. Je dis la vérité, je ne suis pas un menteur, ici je connais, je suis un travailleur ! »⁴⁹.

S'adressant à ses autres compagnons qui étaient à ses côtés, dispersés, lui, changeant de voix, appelle l'attention vers lui et fait l'observation suivante :

« Je suis cultivateur ! Vous nous détruisez nous-mêmes, nous ne sommes pas des pieds-enflés. Mais alors, des salauds, ici, il y en a. Où sont-ils ceux du Forum, pour résoudre nos problèmes ? »⁵⁰.

À cet instant, Zenon révèle qu'il connaît la force du discours qui l'exclue acquière lorsqu'il est énoncé par le travailleur concerné lui-même. Il parle pour lui-même et pour son groupe, récusant les expressions qui disqualifient les travailleurs et produisent des stratégies et des pratiques de domination⁵¹. Le compagnon, à son côté, prend part à son indignation, en questionnant et en mêlant le discours de l'exclusion sociale avec la dénonciation de la violence :

« Où est l'assistante sociale ? Où sont ceux du Forum qui donne de la valeur au travailleur ? Ici à Juína c'est que des histoires de "balles", les unes après les autres. Si tu me dois quelque chose, si je viens te réclamer ça, tu sais ce que je vais recevoir ? Un coup de poing au milieu de la figure ! »⁵².

De cette manière, les récits reconstituent les images de la violence physique et symbolique auxquelles ces travailleurs sont soumis, dénonçant les formes de surexploitation de la force de travail, la rupture du contrat social, l'absence de reconnaissance de leur condition de citoyen. Les propriétaires, autorités et autres types d'habitants, dans les villes et localités dans lesquelles se concentrent ces groupes de travailleurs, se réfèrent à eux comme s'ils étaient des « étrangers », des « gens d'ailleurs », qui menacent la vie sociale établie. Pour Canclini, selon les analyses qu'il effectue sur les circonstances qui entourent la vie des migrants en quête de la « coûteuse acquisition des droits dans la nouvelle société »⁵³, il apparaît que les différences par rapport aux autres catégories sociales en dévoilent l'un des aspects les plus significatifs : « la condition de travailleur, au contraire, est celle qui révèle de manière la plus radicale ce que signifie être étranger »⁵⁴.

Alfredo W. B. de Almeida, étudiant la violence à l'encontre des travailleurs et des paysans en Amazonie, constate aussi que les autorités des localités où des massacres et des assassinats surviennent, se réfèrent aux « travailleurs sans terre » non seulement en les situant à la marge de la société, mais aussi en les désignant comme une menace à l'ordre social qu'ils attribuent à la condition d'« étranger » :

49. Recherche de terrain. Entretien réalisé à Juína, mai 2000.

50. *Ibid.*

51. Voir particulièrement P. BOURDIEU, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979 : 670.

52. Recherche de terrain citée.

53. N.G. CANCLINI, *A globalização...*, *op.cit.* : 110.

54. *Ibid.*

« Ainsi, lorsqu'ils dénoncent ou stigmatisent "l'étranger", les autorités cherchent à légitimer leurs actes et leurs manquements, parce que c'est toujours à "l'étranger" que l'on attribue toute la faute de tous les désordres »⁵⁵.

Parmi les nombreuses modalités de violence, soulignons aussi les formes d'immobilisation des travailleurs pratiquées par les propriétaires et les intermédiaires, comme les *gatos*⁵⁶, qui attirent les hommes et les femmes dans les propriétés ou les zones d'abattage. Lors de notre recherche dans la presse de Juína, nous avons trouvé un article révélateur de l'exploitation de ces travailleurs, et dont le titre est le suivant : « Pieds enflés : à qui la faute ? » En un court paragraphe, l'auteur transcrit les propres mots du travailleur :

« On est emprisonnés dans la propriété [...] nous ne pouvons pas parler avec le patron de la fazenda parce que nous n'avons pas assez d'autonomie pour pouvoir lui parler. C'est un esclavage blanc. Ces entrepreneurs, par ici, ils veulent qu'on travaille et ils ne nous payent pas [...] ils ne veulent payer qu'en marchandises, en cachaça. La cachaça on en boit quand on ne sait pas quoi faire »⁵⁷.

Le récit transcrit ci-dessus révèle le côté désespéré de l'exploitation qui domine la région, et qui donne le ton du confinement des travailleurs dans les grandes propriétés. Il témoigne de la manière dont, dans les relations de travail, les travailleurs ne négocient pas directement avec les patrons, ce qui favorise les manquements et les actes illégitimes, ou même l'emploi de la force physique. Il dénonce aussi les stratégies d'immobilisation des travailleurs dans le réseau de pouvoir des entrepreneurs, les *gatos*, avec la connivence des autorités et des propriétaires : « Tout reste empêtré dans le marché et dans les bouis-bouis »⁵⁸.

On peut trouver d'autres indications sur le monde du travail en Amazonie dans les situations où les travailleurs sont victimes d'accidents de travail ou de maladie, presque toujours abandonnés à leur propre sort, ou parfois, laissés dans les rues des villes. Lors d'un entretien avec un travailleur, celui-ci nous a confié : « si l'on se met à compter le nombre de fois que l'on attrape la malaria, on compte jusqu'à cent, après, on laisse tomber... »⁵⁹. Dans de nombreuses situations, les travailleurs, après avoir « guéri » de la malaria, encore faibles, retournent vers les mêmes services, sans aide aucune : le récit de Josenildo Lourenço de Sousa⁶⁰ est également exemplaire. Ce travailleur manuel est passé par diverses entreprises minières et zones d'abattage pour l'ouverture de nouvelles propriétés, recruté par des propriétaires et des *gatos*. Son récit révèle des aspects marquants des formes de coercition dans le travail et les actes de violence, en particulier dans les zones d'exploitation minière, dans les regroupements de propriétés foncières et les entreprises d'exploitation du bois, entre autres :

« J'ai travaillé 6 ans dans l'orpaillage, réel, direct. J'ai travaillé dans la région du Pará, de l'Amazonie, l'Acre, le Rondônia. Je suis allé et je suis revenu.

55. A.W.B. de ALMEIDA, « Rituais de passagem ... », *op. cit.* : 45.

56. Connus pour l'utilisation de mécanismes à la fois coercitifs et attrayants vis-à-vis des travailleurs, et bien souvent, pour la violence physique, depuis la torture jusqu'aux assassinats.

57. *Folha Regional*, I (2), Juína, 1/15 janvier 1998.

58. Entretien avec Zenon Silva Santos. Recherche de terrain citée.

59. Recherche de terrain citée.

60. Entretien réalisé au commissariat de police de la ville de Juína, où Josenildo accomplissait sa peine, en novembre 2000.

Dans le Mato Grosso j'ai travaillé à Peixoto. J'ai travaillé à Paranaíta ; à Pied-chaud ; à Pied-froid ; chercheur d'or à Novo Planalto, à Novo Satélite. J'ai été à Juína en 1981, en 1986 et après en 1999. J'ai voyagé dans tout ce Brésil-là »⁶¹.

Nous avons demandé à Josenildo de nous raconter quelques faits marquants auxquels il aurait assisté dans les régions des mines. Rapidement il nous a dit que jamais il n'a oublié l'histoire suivante : un jeune homme, son collègue de travail d'alors, a donné plusieurs coups de couteaux un autre compagnon, son ami, parce que ce dernier, déjà saoul, faisait tomber l'eau potable du seau. Il s'est rappelé de ses dernières paroles :

« - Il m'a encore parlé. Moi j'étais très... On dormait comme ça, à deux. Moi et lui. On travaillait ensemble. Moi et lui. Alors, il m'a dit : (mon surnom, là-bas, c'était le coq, le petit coq) :

- Petit coq... Ne me laisse pas mourir, mec, pour l'amour de Dieu !

- Qu'est-ce que tu veux que je fasse ? Il n'y a nulle part où t'emmener. Tu serais mort avant d'arriver à la ville... Il y a plein de trous par ici... Et il a encore dit : t'as vu ce que c'est de boire... »

Et il continue à raconter les événements :

« Ça, je ne l'ai jamais oublié. J'ai déjà vu tuer suffisamment de gens. Échanges de tirs ou même par contrat. Des gens qui tuent par contrat, j'ai déjà vu ça. Mais de ça je ne me reproche rien. Maintenant, cette histoire... Moi, je n'avais jamais discuté avec aucun mourant. J'ai trouvé que c'était très, je ne sais pas... Le type aurait pu pardonner. Puisqu'il était saoul et qu'il n'avait pas d'arme... Qu'est-ce que c'est que ça ?... Beaucoup d'ignorance de l'autre ! »

J'ai parlé avec lui après. Il m'a dit, comme ça :

« - C'est terminé ! »

J'ai dit :

« - Je sais pas, mec... T'es trop chaud. Trop ignorance ! Un jour, tu vas mourir pour rien... »

Il m'a répondu :

« - Rien n'a d'importance pour moi... Vivre et mourir pour moi, tout ça, c'est la même chose ! »⁶².

Les circonstances et le contexte dans lesquels se produisent ces morts éclairent les conditions matérielles et symboliques qui entourent la survie des hommes et même des femmes qui vivent dans les zones minières, que ce soit dans le Rondônia, dans le Mato Grosso, l'Amapá ou le Pará, marquées par la violence physique et morale. L'expression utilisée, *caso passado*⁶³, dénote une rupture avec le passé, qui met en évidence la réalité d'une vie sans futur ; vivre et mourir exprime un sentiment déconcertant où tout semble provisoire. Mais ce sont des mots qui émergent de la sphère d'un autre code social, seulement compréhensible dans le contexte dans lequel ce genre d'événement émerge, au travers de ses dimensions symboliques.

Toutes ces situations ont contribué, d'une certaine manière, à ce que Josenildo, lui-même, après avoir été presque assassiné dans les régions d'exploitation d'étain, dans l'État du Rondônia, abandonne la mine, une fois

61. *Ibid.*

62. *Ibid.*

63. Que nous avons traduit par *c'est terminé* –note du traducteur.

pour toutes. Pour changer d'activité, il passe des mines les régions où l'on embauche pour le dangereux et difficile travail de l'abattage des arbres, reproduisant une pratique commune de la vie de ces travailleurs :

« Je suis allé travailler dans une grande exploitation. Moi, j'ai arrêté il y a déjà un moment de travailler dans les mines. Je m'y connais dans les moteurs, l'abattage, le sciage du bois. Je fais des planches ; je fais de tout. C'est aussi très dangereux. Un travail très dur. J'ai vu déjà beaucoup de gens mourir. J'ai déjà aidé à enlever des gens coincés sous les troncs. Ici même, à Juína, en 1986. Un homme dans mon équipe est mort ; un autre s'est cassé la jambe. Dans le Rondônia j'ai participé à un abattage où sont morts douze opérateurs. Deux mille stères dans cet abattage ! Là-bas c'est beaucoup. J'ai déjà participé à des abattages de cinq mille stères. Dans la propriété Moisés. Moisés Freitas. Il est du Parana. Il abattu cinq mille stères parce qu'il avait peur qu'on les lui prenne (le gouvernement et la réforme agraire). Dans chaque partie de la fazenda, il abat un peu. Et c'est là que j'ai vu le plus grand nombre d'accidents, douze opérateurs. Je n'avais jamais vu ça ! »⁶⁴.

La mort au travail devient une routine, une banalité. La vie du travailleur n'a aucune valeur, aucune garantie. Les travailleurs sont réduits à la condition de « nature », ils tombent et meurent tels les arbustes, tels les arbres de la forêt. Les compagnons qui survivent, racontent et se souviennent de ces événements comme s'ils décrivaient un paysage. Les relations et les pratiques sociales sont presque oubliées.

Cependant, c'est dans cet univers social dans lequel les pratiques du droit ont si peu d'expression, où la mort, sans trêve, accompagne la vie, où le progrès se mesure à l'extension des grandes zones ouvertes dans la forêt, que les nouvelles villes, situées tout au long des grands axes routiers, se constituent comme des lieux de passages, en une cartographie des déplacements sociaux en Amazonie. En écoutant quelques uns de ces travailleurs au sujet de leur destin, sur les lieux où ils sont nés et par où ils sont passés, nous percevons dans les mots des uns les voix de beaucoup d'autres, « roulant leur bosse » de par le monde, se perdant dans les labyrinthes de la mémoire :

« [...] J'ai beaucoup roulé ma bosse dans l'État du Pará, à Santarém, Itaituba... Ensuite, je suis allé dans l'Acre et le Rondônia... Aujourd'hui, je suis à Juína. Je suis passé par de nombreux endroits, je ne saurais pas dire combien... Je suis de l'État du Maranhão, de Caxias du Maranhão, je suis né là-bas »⁶⁵.

Et, toujours en se remémorant l'expérience des trajectoires nomades, en un va-et-vient incessant, parcourant de nombreuses villes du Mato Grosso, l'un d'eux, connu comme le Gaúcho, observe :

« Parfois tu luttas par-ci, par-là... Tu te bagarres... Tu vois un pneu de camion et tu grimpes. Dans le sud, il n'y avait pas beaucoup de travail. Je suis venu par ici (Juína) depuis Pontes et Lacerda, je suis passé par Campo Novo, je suis passé par d'autres villes, toutes ici, dans le Mato Grosso, depuis je suis arrivé à Juína »⁶⁶.

C'est aussi le cas du récit de Martins Ribeiro de Araújo :

« Je suis de Bahia. Je suis venu de São Paulo, je suis allé dans le Mato Grosso do Sul et, de là, je suis venu par ici. Je suis allé jusqu'au Pará. Je suis venu

64. *Ibid.*

65. Recherche de terrain à Juína, mai 2000.

66. *Ibid.*

dans ce recoin, en marchant de ville en ville, jusqu'à arriver ici, en courant après le travail... »⁶⁷.

Pour Alberto Gracindo, avec ses 58 ans, qui a comme objectif de « toujours travailler », parce qu'il dit « qu'il ne veut pas voir sa famille mal », le monde est devenu l'expression de la façon dont il vit les déplacements, selon ses propres règles. Depuis qu'il est parti du Ceará, encore très jeune, il a parcouru les États du Paraná, de São Paulo, du Pará, en passant par beaucoup de villes – « que j'ai déjà oubliées » – jusqu'à arriver au Mato Grosso. Mais lorsqu'il affirme qu'il s'est arrêté dans toutes les villes, il relativise immédiatement :

« Je ne me suis arrêté nulle part, j'ai été balancé, travaillant ici et là. Je suis tombé dans le monde de mon Dieu ! »⁶⁸.

Nous pourrions dire que ces travailleurs ont transformé le chemin en leur maison. Sans lieu aucun qui ne devienne vraiment leur lieu. Les identités, quelque chose de vague et d'imprécis, sont construites selon les opportunités des billets, des traversées, dans lesquels travailler et cheminer deviennent synonymes.

* * *

Se pencher sur la trame des tensions sociales que le processus de constitution des nouvelles villes nous révèle permet de réfléchir aux pratiques de contrôle des « nouveaux espaces » en Amazonie, en même temps qu'à la conduite active des hommes et des femmes, en gardant en vue les stratégies de résistance. Il s'agit aussi d'analyser le mode de raisonnement qui a donné leur forme aux politiques publiques, pour planifier et organiser la construction de ces villes.

Cependant, choisir de privilégier l'étude d'un type de rationalité lié au pouvoir, à travers des relations complexes, revient à mettre en débat un ensemble de techniques, de procédés spécifiques et d'objectifs planifiés pour les atteindre, même si cela ne parvient pas à être l'expression de leur réalité entière. Bien plus, ce choix revient à construire, autour des villes et du travail, ce que Foucault évoque par les termes de polyèdre d'intelligibilité dont les visages ne sont pas définis au préalable et ne sont jamais considérés comme légitimement terminés⁶⁹.

Ainsi, nous parvenons à analyser l'émergence des villes dans le cadre des politiques autoritaires de contrôle de l'espace amazonien, tournées vers l'institutionnalisation d'un modèle de développement qui présente le travailleur comme une force de travail « nécessaire », mais dangereuse, et, par conséquent objet de formes diverses de surveillance, de contrôle et d'exclusion. Cependant, dans un même mouvement, nous observons aussi comment les hommes et les femmes créent constamment des stratégies et des initiatives astucieuses pour contourner, résister, réinventer l'univers des

67. *Ibid.*

68. *Ibid.*

69. M. BARROS DA MOTTA, « A poeira e a nuvem », in *Estratégia, poder-saber. Michel Foucault, Organização e seleção de textos*, Rio de Janeiro, Forense Universitária, 2003 : 329.

pratiques et des discours qui cherchent à les exclure. Ces tactiques existent tant comme dépassement des formes d'exploitation et les situations les plus violentes imposées par les grands propriétaires fonciers et les patrons d'entreprises⁷⁰, que comme moyen de vie dans les villes où ils prennent position dans des lieux publics qui leur permettent d'établir des relations de coexistence. Au-delà de tout cela, nous devons nous souvenir, que les déplacements sociaux signifient des changements et des reconstitutions de référents identitaires : on négocie au sein du groupe social les différentes formes d'appartenance culturelle, on redéfinit des pratiques et on expérimente la production d'autres types de milieu⁷¹.

Ces travailleurs et travailleuses, en combinant et en luttant pour des ressources matérielles et symboliques, vivent dans un territoire constitué de constants déplacements, expriment leurs conditions de déterritorialisés et, selon les termes de Peter Pål Pelbart :

« Il occupe un territoire mais en même temps il le déchire, il entre rarement en conflit direct avec celui qui le heurte, il n'accepte pas la dialectique de l'opposition, qu'il sait d'avance soumise au contrôle de l'adversaire. C'est pourquoi il esquive, glisse, refuse le jeu ou en subvertit le sens, corrompt son propre camp et ainsi résiste aux injonctions dominantes »⁷².

Septembre 2003

Regina Beatriz GUIMARÃES NETO
Universidade Federal de Mato Grosso,
Cuiabá
<reginag@terra.com.br>

[Traduit du portugais du Brésil par Marion Gret]

70. Il existe des registres de grand intérêt au sujet des initiatives de résistance des travailleurs, fuyant et dénonçant les propriétaires terriens et les bandes armées. Consulter les archives du diocèse de São Félix do Araguaia, dans la ville du même nom, dans le Mato Grosso, et les archives de la *Comissão pastoral da terra*, qui dispose d'un siège dans chaque État.

71. N.G. CANCLINI, *Culturas híbridas : estratégias para entrar e sair da modernidade*, São Paulo, Edusp, 2000, 385 p. ; Voir aussi N.G. CANCLINI, *A globalização...*, op. cit.

72. P. P. PELBART, « Pouvoir sur la vie... », op. cit.